

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Quel avenir pour la Corne de l'Afrique?

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

[À quand la fin de la crise dans la Corne de l'Afrique ?](#)

2

dossier

[Plan d'action pour la paix élaboré par le Conseil des Églises du Soudan du Sud](#)

[Lutter contre la faim avec plus que de la nourriture - stratégie intégrée pour le Soudan du Sud](#)

[Lancement du Conflict Sensitivity Resource Facility](#)

[Caritas Suisse propose des solutions durables pour limiter les effets de la sécheresse](#)

[Les défis à relever après les élections somaliennes](#)

[L'Europe durcit les modalités d'entrée légale des réfugiés érythréens](#)

[Rôle et importance des initiatives culturelles pour la promotion de la paix au Soudan](#)

[Stratégie de coopération de la Suisse pour la Corne de l'Afrique](#)

3

pour aller plus loin

[Formations de l'État et prestation des services publics au Soudan du Sud](#)

[Questions de genre et sécheresse en Éthiopie](#)

[Boom des matières premières : chance ou menace ?](#)

4

actualité

[swisspeace / KOFF](#)

[Organisations membres du KOFF](#)

[International](#)

5

calendrier

[Événements](#)

editorial

Guerre civile, instabilité politique, présence de milices terroristes, sécheresse, famine : la situation actuelle de la plupart des pays de la Corne de l'Afrique est à bien des égards préoccupante. Au vu des difficultés et malgré les immenses défis à relever, l'engagement international ne faiblit pas dans la région. La Suisse est elle aussi présente sur le terrain : à travers ses institutions gouvernementales et ses ONG, elle tente non seulement de parer au plus urgent mais aussi d'aider à instaurer la stabilité et la paix à long terme, soit directement, soit en apportant son soutien aux organisations locales.

Aide humanitaire, coopération au développement, promotion de la paix : si les priorités changent et évoluent selon la région et le contexte, tous ces secteurs sont présents et plus que jamais interdépendants. Quel que soit le travail des acteurs suisses sur le terrain, il semble donc primordial d'adopter une approche sensible aux conflits et de coordonner les efforts si l'on veut espérer apporter la stabilité, si nécessaire aux intérêts de tous les pays. La région tiendra entre ses mains les clés de la paix future dès qu'elle commencera à se concevoir comme tout. C'est en tout cas ce que nous tentons de montrer dans cette édition.

[Marie Seidel](#), rédactrice

NB : dans la majorité des articles de cette édition, le terme Corne de l'Afrique regroupe tous les pays membres de l'autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD). Le DFAE adopte une définition légèrement différente.

point fort

À quand la fin de la crise dans la Corne de l'Afrique ?



Malgré les espoirs suscités après l'indépendance, le Soudan du Sud est actuellement un pays en chute libre. Construction à Wanyok, Aweil East. Martina Santschi / swisspeace

Les nouvelles en provenance de la Corne de l'Afrique ne laissent actuellement guère place à l'espoir : elles évoquent la famine due à la guerre et la sécheresse, les conflits armés entre gouvernements et groupes de rebelles, les attaques des milices extrémistes, le désastre économique ainsi que la situation de crise, exceptionnelle, et les émeutes violentes entre forces de l'ordre et manifestants. Cette liste, loin de s'arrêter là, est toujours la même depuis déjà un bon nombre d'années, à quelques différences près.

À l'heure actuelle, il ne se passe quasiment pas un jour sans que la Corne de l'Afrique ne fasse les gros titres de la presse. L'ONU a déclaré officiellement l'état de famine dans certaines régions de la Somalie et du Soudan du Sud, et beaucoup de pays de la région sont à nouveau le théâtre d'affrontements violents. Si les famines sont ordinairement le fruit de catastrophes naturelles, le rapport mondial sur les crises alimentaires 2017 conclut clairement que les conflits armés sont à l'origine de neuf crises humanitaires sur dix parmi les plus sévères, et met ainsi en exergue l'étroite corrélation qu'il existe entre paix et sécurité alimentaire. L'exemple du Soudan du Sud illustre pleinement ce phénomène.

Près de six ans après son accès à l'indépendance, le Soudan du Sud est un pays en chute libre, que ce soit sur le plan économique ou politique. Même si l'euphorie était grande en juillet 2011, un conflit armé a éclaté à peine deux ans plus tard. L'accord de paix signé en août 2015 sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD) n'a toujours pas réussi à instaurer une paix durable. Les combats qui ont repris à Juba, la capitale, en juillet 2016, ont fait apparaître une profonde crise politique et l'absence de volonté de traduire l'accord de paix en actes. Si les armes se sont tues à Juba à l'issue de ces violents affrontements, des combats entre l'armée et les groupes armés se sont poursuivis en maints endroits dans le reste du pays, s'accompagnant souvent d'atrocités contre la population civile.

Le 14 décembre 2016, le président Salva Kiir a prononcé un discours appelant à un grand dialogue national entre toutes les parties pour ramener la paix, la stabilité et la prospérité. Si le gouvernement a toujours affirmé que cette initiative s'inscrivait dans la logique de l'accord de paix, les défaillances entourant la mise en œuvre de ce dernier et la poursuite des conflits armés décrédibilisent ce dialogue aux yeux de la majorité des acteurs internationaux. Ils soupçonnent le gouvernement de vouloir surtout gagner du temps, occulter la non-réalisation de l'accord de paix et drainer des fonds en provenance de l'étranger.

Dans de nombreuses zones du Soudan du Sud, les civils fuient devant les différents fronts, à la recherche de conditions de vie plus humaines. Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés estime à 1,9 million le nombre de déplacés au Soudan du Sud et à 1,59 million celui des réfugiés dans les États voisins (chiffres avril 2017). La plupart du temps, les personnes déplacées n'ont pas la possibilité de cultiver un champ pour subvenir à leurs besoins. De plus, il est souvent trop dangereux de recevoir l'aide alimentaire de l'extérieur, voire tout simplement impossible pour les personnes qui doivent se cacher. La baisse de l'activité agricole, la perte de récoltes à grande échelle, ainsi que les combats armés et les attaques dont font régulièrement l'objet les voies de transport ont, de surcroît, réduit à néant ou presque l'approvisionnement de certaines zones, pourtant crucial, et le prix des denrées alimentaires a explosé.

Les répercussions sur les États de la région varient et ces derniers réagissent de façon contrastée, en fonction des relations passées et de leur intérêt du moment. Tous sont très proches historiquement, économiquement, politiquement et culturellement. Même si la diversité linguistique et ethnique reste grande dans et en dehors des frontières, les liens supranationaux, le commerce et les interdépendances politiques ont façonné la région. Au nom de leur intérêt, des États comme le Soudan, le Soudan du Sud, l'Éthiopie et l'Ouganda ont soutenu pendant des années des groupes rebelles et des mouvements d'opposition chez leurs voisins. Les pays limitrophes ont donc considérablement contribué à l'escalade des conflits et profité de l'instabilité qui en résultait. À long terme, le prix à payer est cependant très lourd, comme le montre l'exemple du Soudan du Sud : des afflux massifs de réfugiés – le nombre de réfugiés sud-soudanais atteint presque 800 000 personnes seulement en Ouganda – et les retombées économiques négatives frappent de plein fouet les pays voisins. Il n'est donc pas vraiment surprenant que la stabilité de la région, nécessaire aux intérêts économiques de tous, soit devenue la priorité, avec le non-débordement des conflits sur son propre territoire. Au cours des mois précédents, il a été observé pour la première fois depuis longtemps un rapprochement entre le Soudan du Sud

et le Soudan, ainsi qu'entre l'Ouganda et le Soudan, deux ennemis de longue date. Ces nouvelles – réjouissantes pour une fois – pourraient être porteuses d'espoir : celui que la région peut se concevoir comme un tout et tient entre ses mains les clés de la paix future.

Il n'en demeure pas moins un grand nombre d'obstacles au Soudan du Sud. Les affrontements violents et les souffrances de la population civile ne semblent pas devoir s'arrêter même si les parties finissent toujours par conclure des trêves à intervalles plus ou moins longs. Les organisations travaillant dans le secteur de l'extraction pétrolière ou l'aide au développement sont encore et encore attaquées, et leur personnel enlevé. Le manque de cohésion au sein des groupes armés ainsi que les divergences perceptibles entre dirigeants politiques et militaires entravent considérablement le cheminement vers une entente pacifique. L'indépendance des moyens de subsistance et la réhabilitation sociale de générations entières au Soudan du Sud à long terme requièrent un soutien régional et international, mais elles passent avant tout par la paix des armes.

[swisspeace](#)

Corinne von Burg

corinne.vonburg@swisspeace.ch

Program Officer, Médiation

[links](#)

- [Activités de swisspeace dans la Corne de l'Afrique](#)
- [Rapport mondial sur les crises alimentaires 2017](#)
- [Organisation internationale pour les migrations – South Sudan Humanitarian Update #75](#)
- [International Crisis Group. South Sudan: Rearranging the Chess Board Africa Report n°243, 20 décembre 2016](#)
- [Nordiska Afrikainstitutet. Why South Sudan Conflict is Proving Intractable. Policy Note 4, 2015](#)
- [Secure Livelihoods Research Consortium. Livelihoods and Conflicts in South Sudan. Briefing Paper, 20 octobre 2016](#)

dossier

Plan d'action pour la paix élaboré par le Conseil des Églises du Soudan du Sud



Au Soudan du Sud, beaucoup croient encore à la paix. Mission 21

Le Soudan du Sud est à l'heure actuelle touché par la famine et sombre dans le chaos. Pourtant, ni le gouvernement, ni les forces d'opposition ne semblent prêts à laisser la place à l'apaisement dans le pays. Les institutions étatiques sont faibles et on ignore comment ce jeune pays pourrait sortir du cercle vicieux dans lequel il est plongé.

Les Églises du pays n'ont toutefois pas cessé de croire en la paix et se sont unies au sein du Conseil des Églises du Soudan du Sud pour lancer une initiative nationale de paix baptisée « Action Plan for Peace ». Le Conseil des Églises est actuellement la dernière institution sud-soudanaise qui bénéficie encore de la confiance de l'ensemble de la population. Il prêche une collaboration par-delà les frontières ethniques et effectue un travail neutre de médiation et de réconciliation, grâce à un réseau national de structures ecclésiastiques, de collaborateurs et de communautés chrétiennes.

Ce plan d'action a pour objectif de faire avancer l'ensemble du processus de paix en mobilisant l'opinion publique et en favorisant les processus politiques de paix au niveau national et international. En outre, il prévoit d'organiser des forums impartiaux à des fins de rapprochement et de dialogue entre les représentants des différentes parties au conflit, de mener une large campagne de réconciliation comprenant un travail sur les traumatismes subis et une médiation des conflits au sein de la population, et de renforcer les organisations locales engagées en faveur du processus de paix.

Ce plan, soutenu par Mission 21 et par d'autres institutions internationales et organisations ecclésiastiques, est perçu comme la dernière chance de parvenir à la paix au Soudan du Sud. Le Conseil œcuménique des Églises a invité des représentants venus de toute l'Afrique orientale à une conférence prévue en juin à Nairobi, afin de réfléchir à la manière dont les communautés religieuses de la Corne de l'Afrique peuvent poursuivre leurs efforts de lutte pour la paix et la justice et contre la famine. Cette initiative de paix lancée par les Églises du Soudan du Sud pourrait constituer un exemple encourageant.

[Mission 21](#)

Karin Augustat

Karin.Augustat@mission-21.org

Responsable de programme pour le Soudan du Sud

links

- Informations complémentaires sur le plan d'action pour la paix au Soudan du Sud (en allemand)

dossier

Lutter contre la faim avec plus que de la nourriture – stratégie intégrée pour le Soudan du Sud



Une mère et son enfant récoltant des légumes au Soudan du Sud / Caritas Internationalis

Les alertes récentes annonçant une famine imminente et une insécurité alimentaire dramatique attirent à nouveau l'attention de la communauté internationale sur la Corne de l'Afrique. Au Soudan du Sud, les organisations des Nations Unies ont déjà déclaré l'état de famine dans plusieurs districts, soulignant que l'aggravation de l'insécurité alimentaire était pour une grande part d'origine humaine, conséquence de la guerre civile sévissant dans le pays.

C'est dans ce contexte qu'a été élaborée la nouvelle stratégie de coopération suisse au Soudan du Sud pour 2017-2020. Cette stratégie part du principe que l'aide doit être apportée de manière sensible au conflit et tenir pleinement compte de l'économie politique du pays. Elle suggère en outre qu'il ne faut pas seulement atténuer les symptômes des crises récurrentes qui touchent le Soudan du Sud, et répondre aux besoins humanitaires immédiats dus à l'insécurité alimentaire et aux déplacements, mais aussi traiter leurs causes profondes.

Cette stratégie se fonde donc sur une approche holistique intégrant la nature politique du travail humanitaire. Elle conjugue des instruments couvrant divers domaines, de la réponse aux situations d'urgence (là où cela est nécessaire) à la reconstruction (là où elle est possible) en passant par la promotion de la paix. Concrètement, cela signifie que la Suisse soutient diverses organisations en leur donnant les moyens de fournir de la nourriture d'urgence aux plus vulnérables mais aussi de contribuer à ce que les agriculteurs deviennent autosuffisants. La Suisse s'engage également en faveur d'espaces et d'initiatives de dialogue et de promotion de la paix, par exemple en collaborant avec le Conseil des Églises du Soudan du Sud.

Dans la pratique, cette stratégie intégrée repose sur une collaboration étroite au sein du Département fédéral des affaires étrangères, ce qui se traduit par une analyse conjointe du contexte et par des programmes concertés sur le terrain. En outre, elle renforce le rôle de sensibilisation, de plaidoyer et d'influence politique de la Suisse, notamment en réunissant des bailleurs de fonds, des professionnels et des universitaires et en organisant des forums permettant de ne pas réfléchir de manière isolée aux questions d'aide humanitaire, de développement et de promotion de la paix.

[Bureau de coopération, Ambassade de Suisse, Juba, Soudan du Sud](#)

Tania Rohrer

tania.rohrer@eda.admin.ch

Deputy Director of Cooperation

[links](#)

- [Bureau de coopération et Agence consulaire, Ambassade de Suisse au Soudan du Sud \(en anglais\)](#)

dossier

Lancement du Conflict

Sensitivity Resource Facility au Soudan du Sud



Un troupeau longe le Nil à proximité de Bor au Soudan du Sud. Martina Santschi / swisspeace

L'histoire de l'engagement international dans l'aide humanitaire, le développement, la promotion de la paix et le renforcement de l'État au Soudan du Sud est longue. Suite à la reprise du conflit armé en décembre 2013, un certain nombre de pays bailleurs de fonds (Suisse, Canada et Royaume-Uni) ont jugé nécessaire de rompre avec l'approche habituelle. Ils voulaient que leurs opérations au Soudan du Sud s'inscrivent désormais dans une démarche sensible aux conflits et qu'elles contribuent, dans la mesure du possible, à une paix durable. Dans cet esprit, un groupement de trois organisations (Saferworld – organisme chef de file; CDA Collaborative Learning Projects; swisspeace) a été mandaté pour créer et diriger une structure baptisée « Conflict Sensitivity Resource Facility » (CSRF) et sise à Juba.

Cette structure fournit une palette de prestations, telles que 1) l'élaboration de lignes directrices et de principes communs sur l'engagement sensible aux conflits au Soudan du Sud, 2) des travaux continus de recherche et d'analyse visant à conseiller les bailleurs de fonds et leurs partenaires de mise en œuvre sur des questions liées à la sensibilité aux conflits et aux meilleures pratiques, 3) le développement de capacités et la formation et 4) la promotion d'une culture de l'apprentissage continu et de l'autoréflexion critique concernant la sensibilité aux conflits.

Dans le cadre des services offerts aux bailleurs de fonds et partenaires de mise en œuvre internationaux au Soudan du Sud, le CSRF vient de lancer des archives de recherche

(Research Repository), qui sont hébergées par le portail South Sudan Peace Portal. L'objectif est de permettre aux décideurs politiques, responsables de programmes et acteurs chargés de la mise en œuvre de mieux connaître les réalités locales, en mettant à leur disposition des archives composées de recherches, d'analyses et d'autres documents, avec la possibilité de s'inscrire pour recevoir des mises à jour régulières concernant de nouvelles recherches et analyses.

[swisspeace](#)

Martina Santschi

martina.santschi@swisspeace.ch

Senior Researcher, Statehood

Roland Dittli

roland.dittli@swisspeace.ch

Head, Peacebuilding Analysis and Impact

[links](#)

- [Site Internet du Conflict Sensitivity Resource Facility \(en anglais\)](#)
- [Research Repository](#)
- [South Sudan Peace Portal](#)

dossier

Caritas Suisse propose des solutions durables pour limiter les effets de la sécheresse



Comme les précipitations devraient, cette année encore, être particulièrement faibles, la sécheresse continuera de s'aggraver en Éthiopie. Caritas Suisse

Depuis 2015, l'Afrique de l'Est est durement touchée par une grave sécheresse, en partie liée au phénomène météorologique El Niño. Comme les précipitations devraient, cette année encore, être particulièrement faibles, il faut s'attendre à ce que ce soit la plus forte sécheresse depuis des décennies. Avec près de 20 millions de personnes concernées, l'Éthiopie, le Kéni, la Somalie et le Soudan du Sud font partie des pays de l'Afrique de l'Est qui sont les plus fortement menacés. Pourtant, la sécheresse n'entraîne pas automatiquement de famine. La gravité des effets de la sécheresse, et en particulier l'étendue de la famine, dépendent directement des moyens mis à disposition par les gouvernements et de la marge de manœuvre des organisations internationales. Ainsi, dans les pays fragiles que sont la Somalie et le Soudan du Sud, ces effets sont beaucoup plus graves qu'en Éthiopie et au Kéni.

Caritas Suisse intervient depuis longtemps dans ces pays. Elle collabore avec les partenaires locaux dans les domaines de l'eau, de la sécurité alimentaire, de la protection du climat et de la prévention des catastrophes, et fournit une aide d'urgence le cas échéant.

En Éthiopie et au Kéni, elle concentre l'aide d'urgence sur la sécurité alimentaire ainsi que sur les actions menées dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH). Son approche est orientée vers l'aide immédiate, la réadaptation et le développement, car dans ces pays, il est possible d'apporter une aide durable. Au Soudan du Sud et en Somalie, les effets de la sécheresse sont aggravés par le conflit armé. C'est pourquoi, Caritas y apporte uniquement une aide à la survie. Ainsi, elle apporte une aide alimentaire aux réfugiés du Soudan du Sud et à la population locale de la zone frontalière située en République démocratique du Congo. Elle propose également des mesures de prévention et de protection contre les abus sexuels.

Dans ces contextes, il est crucial d'intégrer une approche sensible aux conflits dans l'ensemble du cycle du projet. Les actions menées dans le domaine de l'aide humanitaire

peuvent aussi bien aggraver les conflits que les atténuer. C'est pourquoi, les projets de Caritas reposent sur le principe « Do no Harm » : avant le début du projet, on analyse les risques de conflits et on prend les mesures nécessaires, telles que le traitement équitable des différentes populations, pour ne pas déclencher de conflits entre les populations cibles.

Caritas Suisse

Myriam Haberecht

mhaberecht@caritas.ch

Responsable du programme Aide d'urgence Corne de l'Afrique

Noemi Grossen

ngrossen@caritas.ch

Responsable du programme Éthiopie et Kénia

links

- [Caritas dans la Corne de l'Afrique](#)

dossier

Les défis à relever après les élections somaliennes



Le nouveau président de la Somalie, Farmajo, a de nombreux défis à relever. AMISOM Photo, Ilyas Ahmed / Creative Commons

Entretien avec Dominik Balthasar, docteur et chercheur à swisspeace au sein du programme Statehood.

swisspeace : les élections présidentielles somaliennes devaient se tenir en août 2016. Pourquoi ont-elles été repoussées à février 2017 ?

Au départ, l'élection devait se tenir à l'échelle nationale selon le principe « une personne, une voix ». Mais en grande partie à cause des préoccupations actuelles en matière de sécurité, le mode de scrutin a été modifié. Un processus d'élection indirecte a donc été mis en place, dans lequel 135 « autorités traditionnelles » ont sélectionné des délégués qui ont eux-mêmes élu les membres du parlement à l'automne 2016. Le 8 février, ceux-ci ont à leur tour élu président de la Somalie l'ancien Premier ministre Mohamed Abdullahi Mohamed « Farmajo ».

Ce processus en plusieurs étapes avait également pour but de couper court à la large corruption qui avait pesé sur l'élection présidentielle de 2012. Cela a-t-il fonctionné ?

Malheureusement non. En fait, au vu des 20 millions de dollars américains échangés fiévreusement au cours de ces élections, plusieurs analystes et enquêteurs et certains diplomates occidentaux parlent de ces élections présidentielles comme de l'événement politique le plus frauduleux de toute l'histoire de la Somalie.

Qui est Farmajo, le nouveau président somalien ?

Farmajo est entré sur la scène publique en Somalie en novembre 2010, lorsqu'il a été nommé Premier ministre par le président de l'époque, Sharif Sheikh Ahmed. Il a alors mis en place de nombreuses politiques bien accueillies qui lui ont conféré confiance et respect, tant au niveau national qu'international. Il a réduit le nombre de membres du gouvernement de l'époque, le faisant passer de 31 à seulement 18, a lutté contre la corruption et s'est assuré que les salaires des fonctionnaires étaient payés en temps et en heure, ce qui était très important pour un dispositif de sécurité qui avait fait face à une résistance militaire sévère et à des incitations financières de la part de l'organisation militante islamiste Al-Shabaab.

Que peut-on attendre de sa présidence ?

Si beaucoup d'espoir et d'optimisme ont accompagné l'élection de Farmajo, ce dernier a de nombreux défis à relever. En plus de rétablir la sécurité, l'unité nationale et une économie productive, il devra remettre sur les rails un processus politique avorté de fédéralisation et de démocratisation et améliorer les relations du pays avec ses voisins. Mais compte tenu des ressources limitées du pays et d'un projet en cours de construction de l'État qui est source de conflits, il reste à voir s'il sera capable de répondre aux fortes attentes de la population.

swisspeace

Dominik Balthasar

dominik.balthasar@swisspeace.ch

Senior Researcher, Statehood

links

- [swisspeace – programme Statehood \(en anglais\)](#)
 - [Découvrez un autre entretien réalisé en 2016 avec Dominik Balthasar sur les défis de la promotion de la paix en Somalie \(en anglais\)](#)
-

dossier

L'Europe durcit les modalités d'entrée légale des réfugiés érythréens

En 1991, l'Érythrée a conquis son indépendance vis-à-vis de l'Éthiopie, après des décennies de lutte. Depuis, le pays est régi par Isaias Afwerki, ancien membre du Front populaire de libération de l'Érythrée. Au début, l'avenir du pays s'annonçait sous de bons auspices. Mais depuis la guerre avec l'Éthiopie sur le tracé de la frontière (1998–2000), le pays vit sous l'état d'urgence. Le régime utilise cette situation pour justifier l'instauration d'un service militaire à durée indéterminée. Les élections promises n'ont jamais été organisées, la Constitution n'a toujours pas été mise en œuvre. Les médias indépendants et les organisations de la société civile sont interdits. Les opposants sont emprisonnés ou ont quitté le pays.

En 2016, 5000 Érythréennes et Érythréens ont fui leur pays chaque mois. Plus de 150 000 réfugiés sont recensés en Éthiopie et plus de 100 000 au Soudan. En Europe, la Suisse est l'un des pays les plus recherchés par les requérants d'asile érythréens.

Depuis 2014, vu l'importance du nombre de demandes et le taux de protection très élevé, les Européens sont divisés sur la situation réelle en Érythrée. Les hommes politiques, notamment, tentent constamment d'enjoliver les conditions de vie de la population civile pour justifier un renvoi des réfugiés dans leur pays. À l'heure actuelle, l'exécution du renvoi en Érythrée est impossible en Europe. En Suisse, le Secrétariat d'État aux migrations a quant à lui durci la pratique en 2016. Depuis, les personnes qui ne peuvent avancer aucun autre motif d'asile que la sortie illégale de leur pays ne sont plus reconnues comme réfugiées. L'UE a pris diverses mesures pour contenir la migration en-dehors des frontières de l'Europe. Elle soutient ainsi le Soudan, l'Érythrée et la Libye dans le contrôle de leurs frontières.

Vu les drames vécus par nombre de migrants durant leur tentative de passage vers l'Europe, les États européens devraient se concentrer sur les possibilités d'une migration légale et sur la mise à disposition de places de réinstallation plutôt que de céder à une politique de repli sur soi. Tant que la situation en Érythrée ne s'améliorera pas, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés ne voit aucune raison justifiant un durcissement

de la pratique en matière d'asile.

Organisation suisse d'aide aux réfugiés

Alexandra Geiser

Alexandra.Geiser@fluechtlingshilfe.ch

Analyste-pays

links

- [Organisation suisse d'aide aux réfugiés](#)
- [Complément d'information sur les réfugiés érythréens](#)

dossier

Rôle et importance des initiatives culturelles pour la promotion de la paix au Soudan



Au Soudan, l'art et les initiatives culturelles contribuent à ouvrir les esprits. « Swiss Initiative – culture projects »

Le Soudan a connu une guerre civile de 1983 à 2005 et est soumis depuis 20 ans à un embargo de la part des États-Unis et de l'Union européenne. Environ 18 millions d'enfants

et de jeunes vivent dans la pauvreté et souffrent d'être mis à l'écart par la communauté internationale. Il ne leur reste souvent pas d'autre choix que d'émigrer ou de tomber dans l'extrémisme.

Partant du principe que l'art et la culture peuvent contribuer à ouvrir les esprits et sont ainsi favorables à la paix, l'association « Swiss Initiative – culture projects » (SI) a établi en 2013 une coopération de long terme avec le Soudan dans les domaines de la culture et de la formation. Cette collaboration a également été rendue possible grâce au patronage de l'UNESCO, à la Direction du développement et de la coopération (DDC) et au Goethe-Institut. Dans le cadre d'un plan d'action couvrant quatre domaines, l'association a, entre autres, créé un festival du film et du théâtre, relancé l'industrie du cinéma et permis la participation de jeunes à des ateliers ainsi que leur reconnexion avec la communauté culturelle internationale.

Grâce à ce plan d'action, le Soudan a été capable, en 2016, de réunir une équipe de tournage pour la campagne « Partnering Against Violent Extremism » du Programme des Nations Unies pour le développement. Cela a donné naissance au film d'intervention « Iman » réalisé au Soudan, par des Soudanais. Ce film nous plonge au cœur de la vie de jeunes qui, par manque de perspectives, sont vulnérables aux techniques de recrutement des extrémistes. Il a été projeté pour la première fois en mars, au Festival du film et forum international sur les droits humains de Genève, et a connu un succès retentissant. Fin juin, il sera présenté à la conférence européenne des études africaines qui se tiendra à Bâle et sera suivi d'un débat.

Par ailleurs, la SI inaugurera en décembre 2017 le festival culturel international pour la promotion de la paix dans le village soudanais de Karmakol. L'UNESCO finance ainsi pour toute la première fois un projet au Soudan. Le « Nile Project », un mouvement culturel dans les 11 pays traversés par le Nil visant à promouvoir la paix, a également vu le jour, l'objectif étant de mettre en place le concept dans d'autres pays et de remplacer l'actuelle approche de coopération au développement nord-sud par une approche sud-sud.

[Swiss Initiative - culture projects](#)

Birgit Pestalozzi

pestalozzi@swissinitiative.org

Board & Communications Officer

links

- [Swiss Initiative - culture projects](#)
- [Swiss Initiative – culture projects sur Facebook](#)
- [Bande annonce d'« Iman – when faith is at the crossroads », film d'intervention réalisé dans le cadre de la campagne « Partnering Against Violent Extremism »](#)
- [Conférence européenne des études africaines \(ECAS\)](#)

Stratégie de coopération de la Suisse pour la Corne de l'Afrique



Des enfants jouent dans le camp de réfugiés de Kakuma, dans le nord du Kenya. DDC

Depuis 2013, la Corne de l'Afrique (Somalie, Kenya, Éthiopie, Djibouti) fait partie des régions prioritaires de l'action menée par la Suisse dans le cadre de la coopération internationale. Ces dernières années, des volets de coopération au développement et de promotion de la paix ont ainsi été adjoints à l'approche initialement humanitaire de l'engagement suisse.

Sous la direction commune de l'Aide humanitaire et de la Coopération Sud de la Direction du développement et de la coopération (DDC), la stratégie est mise en œuvre en collaboration avec la Division Sécurité humaine (DSH) et la Direction politique du DFAE, ainsi qu'avec le Secrétariat d'État aux migrations du Département fédéral de justice et police.

Les dispositifs de l'aide humanitaire et de la coopération au développement sont systématiquement associés et utilisés de façon complémentaire. Cette approche est indispensable vu la complexité de la situation dans la région, qui est marquée par des conflits persistants et des crises récurrentes, comme la sécheresse actuelle, et qui compte parmi les plus fragiles du monde. Il faut être capable d'innover pour conserver la flexibilité nécessaire dans ces contextes fragiles. L'objectif est d'être à même de réagir aussi bien à court terme aux situations d'urgence qu'à moyen et long termes aux besoins structurels, de façon à pouvoir faire face aux défis récurrents.

D'un point de vue géographique, la Suisse est engagée prioritairement en Somalie et dans les zones arides et semi-arides du nord-est du Kenya et du sud-est de l'Éthiopie. Dans ces régions, elle mène une action qui vise à une bonne gouvernance et à une amélioration de la couverture médicale, notamment pour les mères et les enfants, et qui porte également sur la migration, la protection de la population civile et la sécurité alimentaire. Dans le cadre actuel de la stratégie (2013–2017), le montant alloué chaque année est de 30 à 40 millions de francs. Étant donné que la stratégie 2018–2021, aujourd'hui en cours d'élaboration, se fonde sur l'engagement présent – tant sur le plan géographique qu'au niveau des thématiques –, elle évoluera dans le même cadre financier.

[Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#)

Martina Durrer

martina.durrer@eda.admin.ch

Chargée de programme pour la Corne de l'Afrique, Aide humanitaire

Odile Robert

odile.robert@eda.admin.ch

Chargée de programme pour la Corne de l'Afrique, Coopération Sud

[links](#)

- [Le travail de la DDC dans la Corne de l'Afrique](#)

pour aller plus loin

Formation de l'État et prestation des services publics au Soudan du Sud

Entre 2012 et fin 2016, le « Secure Livelihoods Research Consortium » (SLRC) a étudié la situation du Soudan du Sud et de six autres pays pour mieux cerner les rapports entre formation de l'État et prestation des services de base, renforcement des capacités de l'État

et soutien des moyens de subsistance de la population. Le projet de recherche au Soudan du Sud montre au travers de plusieurs publications, auxquelles a notamment participé Martina Santschi de swisspeace, qu'il n'existe pas de lien direct entre la fourniture des services publics et la perception de l'État par la population. Il révèle notamment que le fait que les acteurs internationaux jouent un rôle majeur dans la mise à disposition des services publics n'a pas d'impact négatif sur l'image des institutions publiques auprès de la population. L'accès aux prestations est considéré comme bien plus important. Cette indifférence quant à l'identité du fournisseur des services recèle des opportunités pour le Soudan du Sud. Néanmoins, les auteurs s'accordent à dire que l'aide internationale apportée au renforcement de l'État et aux acteurs non-gouvernementaux doit placer le contexte local, les structures et autorités locales ainsi que les perspectives et priorités de la population au cœur de l'analyse et des activités menées.

links

- [Daniel Maxwell, Rachel Gordon, Leben Moro, Martina Santschi et Philip Dau. Complexities of service delivery and state-building. Octobre 2016 \(en anglais\)](#)
- [Autres publications du SLRC sur le Soudan du Sud \(en anglais\)](#)

pour aller plus loin

Questions de genre et sécheresse en Éthiopie

En 2015, le phénomène météorologique El Niño a provoqué une grave sécheresse dans d'importantes régions d'Afrique, dont l'Éthiopie. D'après le gouvernement du pays, 10 millions de personnes ont été tributaires de l'aide alimentaire en 2016. Il n'est pas improbable que ces crises débouchent sur de nouveaux problèmes sociaux et touchent durement les femmes et les filles en particulier. C'est pour cette raison que l'organisation Oxfam a demandé une étude sur la question du genre dans les situations d'urgence nationales. Il en est ressorti que si la sécheresse frappe la population dans son ensemble – homme ou femme, fille ou garçon –, les privations endurées ne sont pas les mêmes pour tous. Les groupes les plus touchés par la malnutrition en Éthiopie sont les femmes enceintes et allaitantes, les enfants et les personnes âgées. Si la capacité des enfants à assimiler la nourriture diminue, les femmes, elles, sont défavorisées vis-à-vis des hommes : elles pâtissent de structures sociales qui conduisent à ce que même enceintes, elles passent après les hommes lors de la répartition de la nourriture du ménage. Pour lutter contre cette situation, l'étude recommande que l'aide humanitaire tienne compte de cette inégalité en distribuant des vivres spécifiques, comme des aliments pour bébé ou des compléments de nourriture pour les femmes enceintes et les personnes âgées, ou en soutenant tout spécialement les ménages composés de femmes.

links

pour aller plus loin

Boom des matières premières dans la Corne de l'Afrique : chance ou menace ?

Le Life & Peace Institute a consacré l'édition de juillet/août 2016 de son magazine à l'industrie extractive dans la Corne de l'Afrique et à l'impact socio-politique de ce secteur économique puissant sur la région. L'exemple du Botswana a déjà prouvé que l'exploitation des matières premières pouvait tout à fait contribuer à une croissance économique stable. Dans la Corne de l'Afrique, ce secteur vient tout juste d'émerger. L'Érythrée s'est retrouvée sous les projecteurs du monde entier après la découverte d'importants gisements d'or, de cuivre et d'argent. Du pétrole a été trouvé au Kenya et en Ouganda, tandis que l'Éthiopie a de vastes mines d'or et mise sur la production gazière. Même en Somalie, qui pourtant accuse des faiblesses structurelles, l'extraction pétrolière a apporté un certain nombre de résultats positifs.

Au-delà des problèmes habituels que rencontrent les gouvernements avec cette activité, la Corne de l'Afrique présente certaines spécificités importantes. Les ressources se trouvent presque exclusivement dans des zones périphériques et des régions frontalières, qui sont coupées des métropoles au niveau structurel et dans lesquelles la population est marginalisée sur le plan politique. La découverte de gisements de matières premières a relancé l'intérêt des gouvernements pour ces régions défavorisées, sur lesquelles ils ont recommencé à affermir leur autorité. Dans tous les pays, ces régions font partie des plus pauvres et affichent le taux d'analphabétisme le plus élevé. Dans ces zones déjà fragiles, le fossé qui se creuse entre un État qui s'enrichit et une population locale, dont les besoins sont ignorés, conduit à de nouveaux conflits. Les auteurs participant à ce bulletin estiment que la Corne de l'Afrique peut tirer un bénéfice considérable des ressources naturelles dont elle dispose en abondance, dans la mesure où est créé un cadre institutionnel qui permette une répartition de la richesse acquise. Une exploitation sans cadre suffisant risquerait en revanche de conduire à encore plus d'instabilité.

links

- [Life and Peace Institute. The political economy of extractives in the borderlands. Horn of Africa Bulletin. Juillet/août 2016 \(en anglais\)](#)

Summer School, 3 – 7 July 2017

South Sudan – Lessons for Peace & Conflict Studies?

This year's Summer School unpacks the dynamics of peace and conflict in the world's youngest state of South Sudan.



swiss
peace

University
of Basel

Cours d'été : Soudan du Sud – des leçons pour les études sur la paix et les conflits ?

Comment les études sur la paix et les conflits peuvent-elles aider à comprendre les dynamiques du conflit au Soudan du Sud, et comment les leçons tirées de ce contexte peuvent-elles faire avancer la recherche ? Le cours d'été de 5 jours de swisspeace passe en revue les débats universitaires et politiques actuels sur la résolution des conflits, la promotion de la paix et le renforcement de l'État et les met en perspective dans le contexte sud-soudanais.

Quelles sont les principales évolutions qui ont marqué le Soudan du Sud depuis son indépendance en 2011 ? Quels sont les acteurs clés et les principaux moteurs de conflit aujourd'hui ? Comment le conflit armé actuel fait-il écho aux guerres civiles précédentes et quelles sont les leçons tirées des efforts en matière de paix et de renforcement de l'État antérieurs à l'indépendance ? Quel rôle a joué le processus de médiation mené récemment par l'IGAD ? Comment traiter le conflit à la racine et quel est le rôle des acteurs extérieurs dans ce processus ?

Les participants se pencheront sur les thèmes spécifiques au contexte sud-soudanais, notamment la formation de l'État, la gouvernance locale, la médiation en faveur de la paix, la société civile et la responsabilité de protéger. Ils feront des études de cas, mèneront des entretiens avec des experts et réfléchiront aux scénarios possibles concernant l'évolution de la situation au Soudan du Sud. Ce cours d'été peut constituer un module du Master of Advanced Studies (MAS) en promotion civile de la paix proposé par swisspeace et l'université de Bâle.

Experts :

[Prof. Jok Madut Jok](#), Department of Social Anthropology, université de Juba et Sudd Institute, Juba, Soudan du Sud

[Prof. Dan Large](#), School of Public Policy, université d'Europe centrale

[David Lanz](#), responsable du programme Médiation, swisspeace

[Martina Santschi](#), Senior Researcher au sein du programme État et conflits, swisspeace

[Franziska Sigrist](#), swisspeace (coordination)

[swisspeace](#)

academy@swisspeace.ch

links

- [Informations complémentaires](#)
- [Inscription](#)
- [Programme annuel](#)
- [Master of Advanced Studies en promotion civile de la paix](#)

Une année riche en événements pour swisspeace et le KOFF

Pour swisspeace, dont la mise en œuvre de la nouvelle stratégie 2016-2020 a commencé, l'année 2016 a été riche en événements. Le rapport annuel met l'accent sur les grands thèmes que sont la médiation, l'État et les conflits, et le traitement du passé, et évoque les aspects politiques et méthodologiques du travail de la Fondation. Le principe directeur de cette nouvelle stratégie est celui de l'« empreinte légère », selon lequel la responsabilité des processus de promotion de la paix revient en priorité aux organisations locales et laisse davantage à swisspeace une fonction de conseil. Dans ce rapport annuel, grâce à différents exemples pris en Colombie, au Myanmar et en Tunisie, on peut constater que swisspeace est en mesure de créer un espace de discussion et de conseil sans pour autant être sur le devant de la scène, et ainsi effectuer un travail plus efficace et durable en faveur de la paix.

Deux grandes questions ont également été à l'ordre du jour en 2016 pour la plateforme du KOFF, à savoir : comment cette dernière peut-elle augmenter son influence politique, et comment peut-elle mieux user de ses relations internationales pour accroître la place donnée à la promotion de la paix et la rendre plus innovante ? On trouve la réponse à ces questions dans le rapport annuel 2016 du KOFF, notamment dans le texte consacré au

commerce des armes en Suisse et dans celui portant sur la mise en œuvre du Programme 2030 des Nations Unies et le rôle de la société civile. Une bonne promotion de la paix nécessite une nouvelle façon de penser, qui sorte des sentiers battus. La plateforme du KOFF est un bon instrument pour cela, car elle rassemble près de 50 organisations aux diverses forces et missions. Les projets présentés dans le rapport annuel soulignent cette force.

swisspeace

Arno Stirnimann

arno.stirnimann@swisspeace.ch

Communication

links

- [Rapport annuel de swisspeace – Une empreinte légère pour la promotion de la paix](#)
- [Rapport annuel du KOFF 2016 : de nouvelles perspectives](#)

actualité

Organisations membres du KOFF

A black and white portrait of Yanar Mohammed, a woman with dark, curly hair, smiling slightly. The portrait is overlaid with a decorative graphic of overlapping red and purple circles and lines.

YANAR MOHAMMED

Frauenrechte im Irak –
Speaking Tour
einer irakischen
Feministin

Yanar Mohammed est cette année l'invitée de la série de conférences VOIX DES FEMMES, organisée par TERRE DES FEMMES Suisse

VOIX DES FEMMES avec Yanar Mohammed

Yanar Mohammed, activiste iranienne luttant pour le respect des droits humains, est cette année l'invitée de la série de conférences VOIX DES FEMMES organisée par TERRE DES FEMMES Suisse. Du 8 au 13 juin 2017, la féministe parlera dans plusieurs villes de Suisse de son combat pour les droits des femmes en Irak.

Yanar Mohammed a fondé il y a 15 ans les premiers refuges pour les femmes victimes de violences dans son pays. Elle a été récompensée pour son travail par de nombreuses distinctions internationales.

Pour parvenir à des sociétés plus justes, il est essentiel de protéger les militants des droits humains des persécutions et de la violence. Dans le cadre de conventions internationales, la Suisse doit elle aussi prendre ses responsabilités pour protéger les droits humains et ceux qui se battent pour leur respect.

Avec quatre conférences publiques à Berne, Genève, Lausanne et Zurich, TERRE DES FEMMES Suisse et Yanar Mohammed ouvrent une discussion sur le travail des défenseurs des droits humains, en particulier ceux qui s'engagent pour les droits des femmes.

[TERRE DES FEMMES Suisse](#)

Salome Lienert

s_lienert@terre-des-femmes.ch

Responsable de projet de VOIX DES FEMMES et lobbying

links

- [TERRE DES FEMMES Suisse](#)
- [VOIX DES FEMMES](#)

PeaceNexus, nouveau membre du KOFF

Lancée en 2009, PeaceNexus est une fondation qui s'emploie à renforcer les capacités et l'efficacité des acteurs œuvrant pour la paix. Elle propose des services de conseil et de médiation à des organisations actives dans le domaine de la prévention des conflits et de la promotion de la paix, afin de soutenir leur développement et de consolider les partenariats.

Parmi ses partenaires figurent des organisations locales comme internationales, des gouvernements et des organisations multilatérales, ainsi que des acteurs du secteur privé. Actuellement, elle concentre ses efforts sur les Balkans occidentaux, l'Afrique de l'Ouest, l'Asie centrale et le Myanmar. L'organisation est dirigée par un conseil de douze membres et financée par une dotation du philanthrope suisse Hansjörg Wyss.

PeaceNexus a rejoint la plateforme du KOFF au début de l'année. En tant qu'organisation membre du KOFF, PeaceNexus espère apprendre de l'expérience pratique des autres membres et identifier des opportunités d'initiatives collectives.

[PeaceNexus Foundation](#)

Dr. Catriona Gourlay

catriona.gourlay@peacenexus.org

Directrice générale

[links](#)

- [Site Internet de la fondation PeaceNexus \(en anglais\)](#)

actualité

International

La société civile menacée

Un ensemble d'organisations de la société civile, d'ONG et de réseaux allemands a publié un document de travail au sujet des restrictions croissantes auxquelles font face les organisations de la société civile dans le monde. Analysant d'abord les tendances mondiales concernant les répressions exercées à l'encontre de cette dernière, les auteurs du document esquissent ensuite des recommandations et des attentes concrètes à l'intention du gouvernement fédéral allemand et des ministères. Parmi les signataires figurent par exemple Oxfam Allemagne, Reporters sans frontières, medico international et Misereor. Les ONG vont maintenant entamer des discussions bilatérales avec les différents acteurs du gouvernement. Il est possible de télécharger [ici](#) ce document de travail, intitulé « Civil society threatened all over the world. For just development, environmental protection, democracy, human rights and peace ».

[links](#)

- [Civil society threatened all over the world. Discussion Paper. Décembre 2016 \(en anglais\)](#)

CDA Collaborative Learning Projects

CDA, en collaboration avec le Peacebuilding Evaluation Consortium, a récemment publié un document d'information intitulé « Borrowing a Wheel: Applying Existing Design, Monitoring, and Evaluation Strategies to Emerging Programming Approaches to Prevent and Counter Violent Extremism ».

». Dans cette publication, des connaissances et des enseignements tirés de la conception, du suivi et de l'évaluation d'initiatives de développement et de promotion de la paix sont appliqués au domaine nouveau que sont la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Cette publication s'adresse aux professionnels et aux décideurs politiques qui élaborent, mettent en œuvre et évaluent les initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ainsi qu'aux donateurs et aux bailleurs de fonds qui participent à de telles initiatives dans la Corne de l'Afrique et dans le monde.

links

- [Borrowing a Wheel: Applying Existing Design, Monitoring, and Evaluation Strategies to Emerging Programming Approaches to Prevent and Counter Violent Extremism \(en anglais\)](#)

calendrier

Événements

7 juin 2017

Genève, Suisse

Quel avenir pour le multilatéralisme ?

Le Club suisse de la presse organise le 7 juin prochain un débat public sur la question de l'avenir du multilatéralisme à l'heure de la montée des nationalismes. Parmi les intervenants figure Dr. Jakob Kellenberger, président du conseil de fondation de swisspeace et ancien président du CICR.

[Informations complémentaires](#)

Du 8 au 14 juin 2017

Suisse

VOIX DES FEMMES 2017

Pour la huitième fois consécutive, TERRE DES FEMMES Suisse organise partout en Suisse la série d'événements VOIX DES FEMMES. Cette année, l'organisation a invité Yanar Mohammed, militante irakienne originaire de Bagdad, pour nous parler des défenseuses des droits humains et des droits des femmes en Irak. Présente en Suisse du 8 au 14 juin 2017, elle tiendra des conférences à Zurich, Berne, Lausanne et Genève.

[Informations complémentaires](#)

13 juin 2017

Berne, Suisse

[Transparence dans le commerce des matières premières : la Suisse se doit d'agir](#)

Au Tchad, le commerce du pétrole est dominé par l'entreprise suisse de matières premières Glencore. SWISSAID, qui a mené des recherches sur ses activités dans ce pays, présentera les résultats de cette étude lors d'un débat à Berne le 13 juin prochain. Des parlementaires seront invités à discuter des demandes émanant de SWISSAID en présence de représentants de Glencore. Parmi les questions qui seront soulevées, celles de savoir comment rendre le commerce des matières premières plus transparent et comment faire en sorte que la population puisse également profiter de ces activités.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription](#)

18 juin 2017

Bâle, Suisse

[Réunion d'informations sur les activités de l'organisation artasfoundation](#)

artasfoundation vous invite cette année à une réunion d'informations sur ses activités à Bâle. L'occasion de découvrir de manière concrète et directe les différents projets et d'interagir avec les membres de l'organisation.

[Informations complémentaires \(en anglais\)](#)

19 juin 2017

Berne, Suisse

[Réunion publique annuelle 2017 de la plateforme droits humains des ONG](#)

La Suisse est ambitieuse quand elle parle de droits humains, que cela soit en Suisse ou à travers le monde. Pourtant, quand vient le temps de l'évaluation, le manque de cohérence n'est pas rare. Les participants à la réunion publique annuelle de la plateforme « droits humains » des ONG discuteront le 19 juin prochain des difficultés de cohérence dans la politique extérieure de la Suisse ainsi que des enjeux d'une politique extérieure en accord avec les droits humains.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription](#)

23 juin 2017

Lausanne, Suisse

[Conférence annuelle de la coopération suisse au développement 2017](#)

La formation professionnelle peut jouer un rôle déterminant dans la lutte contre la pauvreté. Elle apporte les qualifications nécessaires pour participer à la vie économique et sociale, crée de nouvelles perspectives et permet de décrocher un emploi correctement rémunéré ou d'augmenter ses revenus. La conférence annuelle de la coopération suisse au développement 2017 est consacrée à ce sujet.

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 30 juin 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours post-diplôme \(CAS\) en promotion civile de la paix](#)

La promotion civile de la paix joue un rôle crucial dans la transformation des conflits violents, la promotion de la paix, la reconstruction de sociétés déchirées par la guerre et la prévention du retour à la violence. Ce cours post-diplôme (CAS) propose une approche globale de la promotion civile de la paix et fournit une réflexion critique sur les pratiques de promotion de la paix. Il offre une analyse des théories, concepts, débats, politiques et pratiques dans les domaines suivants : promotion de la paix et formation de l'État, questions de genre en contexte de conflit et dans la promotion de la paix, méthodologies de la promotion de la paix, médiation de paix, traitement du passé et justice transitionnelle, et économie, conflits et droits humains. Le CAS est constitué de 21 jours (un vendredi et samedi par mois) répartis sur une année et se déroule de septembre 2017 à août 2018.

[Informations complémentaires \(en anglais\)](#)

[Inscription jusqu'au 30 juin 2017](#)

Jusqu'au 30 juin 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace « Dealing with the Past & Conflict Transformation »](#)

Surmonter les violences passées est souvent présenté comme la base d'une paix durable, de la démocratie et de l'État de droit. Le cours de swisspeace « Dealing with the Past & Conflict Transformation » se concentre sur les enjeux de la conception et de la mise en œuvre d'un processus de traitement du passé. En se basant sur les débats actuels, il offre des pistes de réponses quant à la manière d'assurer que les processus de traitement du passé contribuent à la transformation des conflits violents.

[Informations complémentaires \(en anglais\)](#)

[Inscription jusqu'au 30 juin 2017](#)

Jusqu'au 30 juin 2017

[Inscription au programme Build Peace Fellows](#)

Vous avez jusqu'au 30 juin prochain pour poser votre candidature au programme Build Peace Fellows. Ce programme, qui s'étale sur une année, offre la possibilité aux individus travaillant à l'intersection des domaines de la promotion de la paix, de l'art, de la recherche et de la technologie la possibilité de développer une idée de promotion de la paix innovante et de la mettre en œuvre.

[Informations complémentaires \(en anglais\)](#)

Du 3 au 7 juillet 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours d'été de swisspeace sur le Soudan du Sud](#)

Comment les études sur la paix et les conflits favorisent-elles la compréhension des dynamiques de conflits au Soudan du Sud, et comment les leçons tirées de ce contexte

peuvent-elles faire avancer la recherche ? Le cours d'été de swisspeace revient sur les principales évolutions du contexte sud-soudanais depuis l'indépendance du pays en 2011 et analyse les principaux acteurs et facteurs du conflit actuel. Il explore les liens entre le conflit armé en cours et les guerres civiles passées ainsi que les leçons que l'on peut tirer de l'engagement pour la paix et la formation de l'État pris avant l'indépendance.

[Informations complémentaires \(en anglais\)](#)

[Inscription \(dernier délai\)](#)

Du 5 au 7 juillet 2017

Caux, Suisse

[Tunisie : construire une paix durable](#)

« Construire une paix durable en Tunisie », tel est le sujet de l'International Summer Academy and Forum 2017 organisé par l'ae-centre. Cette académie d'été permet d'offrir une compréhension accrue de la situation actuelle et des défis à venir en Tunisie et constitue l'occasion de construire une plateforme d'échange, d'apprentissage, de mise en réseau et d'expertise pour les personnes travaillant sur ce contexte.

[Informations complémentaires \(en anglais\)](#)

Jusqu'au 30 septembre 2017

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace « Business, Conflict and Human Rights »](#)

Quelles sont les clés à fournir aux entreprises pour qu'elles se comportent de manière responsable en zone instable ? Organisé en collaboration avec SAFESTAINABLE, le cours de swisspeace « Business, Conflict & Human Rights » explore cette question sous plusieurs angles. Il traite des dernières normes internationales sur les entreprises et les droits de l'homme, ainsi que des manières pratiques de les mettre en œuvre. Aussi, il met en lumière les rôles et les stratégies des entreprises, des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile dans la promotion de pratiques commerciales responsables.

[Informations complémentaires \(en anglais\)](#)

[Inscription jusqu'au 30 septembre 2017](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur	KOFF de swisspeace
Contact	Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction	Marie Seidel, Arno Stirnimann
Traduction	Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture	Des femmes prennent de l'eau à l'un des points d'eau réhabilité par Caritas Suisse à Chiro Woreda, en Éthiopie. Caritas Suisse

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	